

Le faible euro sera remplacé par un franc hyper-dévalué d'ici 3 ans !

écrit par Marc Rousset | 11 septembre 2022





L'euro (0,99 dollar) s'échange désormais à quasi-parité avec le dollar. Début 2022, un euro valait encore 1,15 dollar. En raison des dangers économiques et politiques dans le monde, et suite à la hausse rapide des taux d'intérêt aux Etats-Unis, les investisseurs ont momentanément choisi le dollar plutôt que l'or comme valeur- refuge.

La mission de la BCE relève de la quadrature du cercle car elle doit combattre à la fois l'inflation dans un environnement caractérisé par un risque très élevé et probable de récession, et tenir compte du risque de dislocation de la zone euro, de la nouvelle politique monétaire très restrictive aux Etats-Unis. **L'éclatement à venir de la zone euro est une certitude.**

L'inflation de la zone euro est aujourd'hui de 9,1 % en hausse constante, rapide, supérieure aux prévisions, d'où la hausse récente et majeure des taux d'intérêt de 0,75% par la BCE. **L'euro est faible car les taux aux Etats-Unis sont beaucoup**

plus élevés ; il a perdu presque 20% depuis un an par rapport au dollar, ce qui renchérit les importations et l'inflation d'autant. Les hausses de taux de la BCE ont donc l'avantage de raffermir l'euro et de diminuer l'inflation importée, puisque, suite à la moindre sortie de capitaux, cela diminue les différences des taux de change par rapport au dollar.

Mais les hausses de taux à venir de la BCE en octobre et décembre élèveront encore davantage les taux des emprunts obligataires de la France et de l'Italie, ce qui rendra ces deux pays encore plus vulnérables. La BCE pourrait alors inaugurer son nouvel outil présenté cet été, comme susceptible d'intervenir sur les marchés, afin de contrer les attaques spéculatives sur la dette de l'Italie, pays le plus menacé à ce jour. Tout nous laisse penser que cet outil magique et médiatique sera « bidon », inefficace car pas utilisé en réalité.

Alors que les Etats-Unis réduisent un peu leur masse monétaire en diminuant le bilan de la Fed et les achats de titres de leur dette publique pour combattre l'inflation, la BCE n'a rien fait à ce jour. Si la BCE devait acheter effectivement de nouveau des titres italiens avec son nouvel outil « miracle », elle augmenterait de nouveau la masse monétaire de la zone euro. Ce serait alors incompatible avec une politique anti-inflationniste car augmentant la masse monétaire de la zone euro et illégal car non conforme à ses statuts et obligations, puisque la BCE dépasserait les quotas autorisés d'achats de titres de dette italienne, au détriment d'autres pays de la zone euro.

Si elle espère casser l'inflation, la BCE se livre à un exercice de funambule. Non seulement ses décisions contre l'inflation seront inefficaces puisque l'inflation n'est pas une inflation de demande, mais d'offre par les coûts suite aux importations plus chères, aux goulots logistiques d'étranglement et à la hausse des cours de l'énergie, mais de plus, ses décisions pourraient saper encore davantage

l'activité économique et plonger les Etats dans la récession. A titre d'exemple d'inflation par les coûts, le prix du transport maritime a été multiplié par six en 2021, avec jusqu'à neuf semaines de retard au port de Los Angeles. En outre, la guerre en Ukraine va durer et les craintes sur le non approvisionnement en gaz par la Russie se précisent.

L'Insee a revu à la baisse ses prévisions pour la France en ce qui concerne le troisième trimestre à 0,2% et à 0% pour le quatrième trimestre. Le risque de récession augmente dans l'UE, suite à la stupide politique des sanctions en boomerang contre la Russie. Selon le commissaire européen à l'économie Paolo Gentiloni « nous pourrions nous diriger vers l'un des hivers les plus difficiles depuis des générations ». Ce danger, la BCE est prête à l'encourir, si l'on en croit Isabel Schnabel, membre du directoire de la BCE, lors de son discours à Jackson Hole aux Etats-Unis. La BCE se croit donc obligée de suivre la politique de Jerome Powell, Président de la Fed, qui s'apprête à relever ses taux pour la cinquième fois depuis le début de l'année : « Tandis que les taux d'intérêt plus élevés, une croissance plus lente et des conditions plus souples sur le marché du travail réduiront l'inflation, ils feront également souffrir les ménages et les entreprises. Il s'agit des coûts malheureux de la baisse de l'inflation. Mais un échec à restaurer la stabilité des prix signifierait une douleur bien plus grande ».

Une fois encore l'Europe est à la traîne, fait le petit singe et suit aveuglément comme un petit caniche l'OTAN et les Etats-Unis. Il est vrai que la hausse des taux fait baisser la valeur des produits importés, mais entre deux maux, il faut savoir raison garder et choisir le moindre, en pensant à la récession qui vient et au chômage. Selon « Positive Money », cette décision de la BCE est un erreur car « elle est peu susceptible de faire baisser le niveau des prix ». Pour l'heure, on peut cependant se réjouir que la BCE ne se soit pas encore engagée, comme la Fed, dans la politique monétaire

de réduction du bilan.

Les hausses de taux ne feront rien contre les hausses de prix de l'énergie liées à la politique des sanctions contre la Russie ni contre les pénuries liées à la stratégie zéro Covid en Chine. Elles ne feront rien non plus contre les coûts de la stupide et bien trop rapide politique de transition énergétique et climatique à marche forcée de Macron (folle loi à venir pour faire pousser sans aucune barrière citoyenne, juridique et administrative les éoliennes comme des champignons). Lorsque les matériaux augmentent, il en est de même du prix des pompes à chaleur et des produits isolants pour les façades, fabriqués de plus avec une énergie dont le coût est exponentiel. En augmentant les taux, la BCE va amplifier la récession tandis que les dernières usines en France fermeront leurs portes et que de nombreuses usines en Allemagne feront de même !

« L'euro souffre d'une perte de confiance » a pu titrer le prestigieux quotidien de Zurich « Neue Zürcher Zeitung » et selon Jean-Pierre Robin du Figaro, il est devenu « une monnaie de singe », comparé au franc suisse. La devise européenne a perdu 40% de sa valeur depuis sa création. Chaque Suisse dispose aujourd'hui d'un PIB de 84 000 francs en moyenne, bien plus du double qu'un Français. Les salaires d'une infirmière ou d'un professeur d'université en Suisse sont le triple à Genève qu'à Paris. Le déficit commercial de la France s'est creusé à 14,5 milliards d'euros en juillet. La Suisse est le miroir de nos rêveries idéologiques socialistes, gauchistes, progressistes.

La charge de la dette publique pourrait dépasser 100 milliards d'euros en 2027, avec des taux en augmentation de 3% entre 2021 et 2027, soit un taux d'environ 6 % en 2027, alors que les prévisions de Bercy prévoient benoîtement et mensongèrement seulement 0,1% d'augmentation par an ! Selon Villeroy de Galhau, le gouverneur de la France, une hausse de 1% d'intérêt représentera d'ici à une décennie un coût

supplémentaire annuel de près de 40 milliards d'euros. Puisque le budget français est de l'ordre, pour ses recettes, de 300 milliards d'euros par an, 6 % de taux d'intérêt représentera donc structurellement à long terme 240 milliards d'euros d'intérêt par an, soit, avis à tous les Français et accrochez vos ceintures, 80% des recettes de l'Etat ! Comment dans ces conditions, Monsieur Macron, éviter la banqueroute du Siècle des Siècles et une faillite inéluctable à venir !

En bon français, tout cela signifie que les situations économiques et financières de la France, de l'Italie sont désespérées, et que seuls des joueurs de flûte inconscients et irresponsables tels que Macron font comme si tout allait très bien, en endormant les Français avec des sornettes et en créant des inutiles CNR. Les Français de souche subissent en outre un anéantissement identitaire irréversible, suite à l'invasion migratoire extra-européenne, islamique en cours, avec des taux de natalité exponentiels de 70% en Ile-de-France !

La zone euro, suite à l'endettement dantesque de la France et de l'Italie ainsi qu'à l'augmentation des taux, éclatera d'ici 3 ans au plus tard, avec retour au franc et à la lire italienne, suivi d'une première dévaluation d'au minimum 20% pour la France, puis d'une seconde dévaluation de même montant dans les 6 autres mois qui suivront. Ce sera alors le début de l'hyper-inflation en France, avec une crise économique, monétaire et financière semblable à celle de l'Allemagne en 1923 !

Marc Rousset

Auteur de « Comment sauver la France/Pour une Europe des nations avec la Russie »

<https://ripostelaique.com/le-faible-euro-sera-remplace-par-un-franc-hyper-devalue-dici-3-ans.html>